

CONVENTION DE SUBVENTION 2015
pour un projet de mobilité internationale de crédits au titre du programme ERASMUS+
2015-2-FR01-KA107-022001

Agence Erasmus+ France / Education Formation

Groupement d'intérêt public créé le 23/08/2000

Numéro d'enregistrement officiel : 187 512 512

24-25 quai des Chartrons 33080 BORDEAUX Cedex

L'agence nationale, ci-après dénommée « l'agence nationale », représentée pour les besoins de la signature de la présente convention par **Monsieur Antoine GODBERT, Directeur** et agissant par délégation de la Commission européenne, ci-après dénommée « la Commission ».

d'une part

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Numéro d'enregistrement officiel : 196917751

86 RUE PASTEUR 000

69365 LYON CEDEX 07

Code PIC : 999855825

Code Erasmus : F LYON02

ci-après dénommé « le bénéficiaire », représenté pour les besoins de la signature de cette convention par **Jean-Luc MAYAUD, Président**.

d'autre part,

ont convenu

Des conditions particulières (ci-après dénommées « les Conditions particulières ») Partie I, des conditions générales (ci-après dénommées « les Conditions générales ») Partie II et des annexes suivantes :

Annexe I Description du projet de la demande de subvention

Annexe II Budget prévisionnel

Annexe III Règles financières et contractuelles

Annexe IV Modèles de convention à utiliser entre le bénéficiaire et les participants

faisant partie intégrante de cette convention, ci-après dénommée « la convention ».

Les dispositions des Conditions particulières prévalent sur celles énoncées dans les Conditions générales, telles que publiées à cette adresse : http://www.erasmusplus.fr/docs/2015/documentation/fiche_contrat/conditions-generales-2015-beneficiaire-simple.pdf

Les dispositions des Conditions particulières et des Conditions générales prévalent sur celles des annexes.

Les dispositions de l'Annexe III prévalent sur celles des autres annexes.

Les dispositions de l'Annexe II prévalent sur celles de l'Annexe I.

Cadre réservé à l'agence nationale

Date de vérification :

07 DEC. 2015

Visa :

CLF

PARTIE I - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE I.1 – OBJET DE LA CONVENTION

- I.1.1** L'agence nationale décide d'accorder une subvention selon les dispositions énoncées dans les Conditions particulières, les Conditions générales et les autres annexes de la convention pour un projet de mobilité de l'enseignement supérieur au titre du programme Erasmus+, Action clé 1 : Mobilité des personnes à des fins d'éducation et de formation, comme décrit à l'Annexe I.
- I.1.2** Par la signature de la convention, le bénéficiaire accepte la subvention et s'engage à mettre en œuvre le projet, sous sa propre responsabilité.
- I.1.3** Le bénéficiaire s'engage à respecter les termes de la Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur.

ARTICLE I.2 – ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET DURÉE

- I.2.1** La convention entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties de la convention.
- I.2.2** Le projet se déroule du 01/02/2016 au 31/05/2017, dates incluses.

ARTICLE I.3 – MONTANT MAXIMUM ET FORME DE LA SUBVENTION

I.3.1 Subvention maximale accordée

La subvention est d'un **montant maximal de 461 840,00€** et prend la forme d'une contribution sur la base de coûts unitaires et d'un remboursement des coûts éligibles réellement encourus conformément aux dispositions suivantes :

- (a) coûts éligibles tels que spécifiés à l'article II.16 ;
- (b) budget prévisionnel tel que spécifié à l'Annexe II ;
- (c) règles financières telles que spécifiées à l'Annexe III.

I.3.2 Transferts budgétaires autorisés sans avenants

Sans préjudice de l'article II.11 et à condition que le projet soit mis en œuvre ainsi qu'il est décrit à l'Annexe I, le bénéficiaire est autorisé à adapter le budget prévisionnel décrit à l'Annexe II, par des transferts entre les différentes catégories budgétaires, sans que cette adaptation soit considérée comme un avenant à la convention au sens visé à l'article II.11 et à condition que les règles suivantes soient respectées :

- (a) Le bénéficiaire peut transférer jusqu'à 50% des fonds alloués aux frais d'organisation vers les frais de séjour et de voyage des étudiants et/ou des personnels.

ARTICLE I.4 – RAPPORTS ET MODALITES DE PAIEMENT

Les dispositions suivantes relatives aux rapports et au paiement sont applicables :

I.4.1 Versement du premier préfinancement

Le préfinancement est destiné à fournir un fonds de trésorerie aux bénéficiaires.

L'agence nationale doit payer au bénéficiaire dans les 30 jours calendaires suivant l'entrée en vigueur de la convention un premier versement de préfinancement de 369 472,00€, correspondant à 80% du montant maximum de la subvention (spécifié à l'article I.3.1).

I.4.2 Rapports intermédiaires et nouveaux versements de préfinancement

Au plus tard le 30/09/2016 le bénéficiaire établit un rapport intermédiaire sur la mise en œuvre du projet dans Mobility Tool+ (si disponible), portant sur la période de mise en œuvre allant du début du projet tel que spécifié à l'article I.2.2 au 30/06/2016.

Lorsque le rapport intermédiaire montre que le bénéficiaire n'est pas en mesure d'utiliser le montant maximal de la subvention tel que spécifié à l'article I.3.1 durant la période contractuelle définie à l'article I.2.2, l'agence nationale émet un avenant réduisant le montant maximal de la subvention en conséquence et, dans le cas où le montant maximal de la subvention réduit est inférieur au montant du préfinancement versé jusqu'à ce jour, l'agence nationale recouvre la différence entre ces deux montants auprès du bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article II.19.

I.4.3 Rapport final et demande de paiement du solde

Dans les 60 jours calendaires suivant la date de fin du projet telle que spécifiée à l'article I.2.2, le bénéficiaire doit faire un rapport final sur la mise en œuvre du projet via Mobility Tool+ et charger l'ensemble des résultats du projet sur la plateforme VALOR conformément à l'article I.10.2. Ce rapport doit contenir les informations nécessaires pour justifier de la contribution demandée sur la base de coûts unitaires lorsque la subvention prend la forme d'un remboursement de coûts unitaires, ou des coûts éligibles effectivement encourus conformément aux dispositions de l'article II.16 et de l'Annexe III.

Le rapport final tient lieu de demande de versement du solde de la subvention par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire certifie que les informations contenues dans la demande de paiement du solde sont exhaustives, fiables et réelles. Il certifie également que les coûts encourus peuvent être considérés comme éligibles conformément à la convention et que la demande de paiement est étayée par des pièces justificatives adéquates susceptibles de faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit comme décrit à l'article II.20.

I.4.4 Paiement du solde

Le paiement du solde, qui ne peut être réitéré, est destiné à rembourser ou à couvrir, après la fin de la période mentionnée à l'article I.2.2, le reste des coûts éligibles encourus par le bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet.

Sans préjudice des articles II.17.2 et II.17.3, après réception des documents mentionnés dans le rapport final, l'agence nationale paie le montant dû au titre du solde dans un délai de 60 jours calendaires.

Ce montant est déterminé après l'approbation du rapport final et conformément au quatrième alinéa. L'approbation du rapport final ne préjuge pas de la recevabilité, de la régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et informations qui y sont contenues.

Le montant dû au titre du solde est déterminé en déduisant du montant final de la subvention, établi conformément à l'article II.18, le montant total des préfinancements et des paiements intermédiaires versés. Lorsque le montant total des précédents paiements est supérieur au montant final de la subvention, déterminé conformément aux dispositions de l'article II.18, l'opération peut prendre la forme d'un recouvrement, selon les modalités prévues à l'article II.19.

I.4.5 Défaut de présentation de documents

Si le bénéficiaire ne présente pas de rapport intermédiaire ou de rapport final, l'agence nationale envoie un rappel formel dans les 15 jours calendaires à compter de l'échéance. Si le bénéficiaire ne soumet toujours pas le rapport dans les 30 jours calendaires suivant ce rappel, l'agence nationale se réserve le droit de mettre un terme à la convention conformément aux dispositions de l'article II.15.2.1(b), et de demander le remboursement du montant total des préfinancements versés conformément à l'article II.19.

I.4.6 Langue dans laquelle sont établies les demandes de paiement et les rapports

Le bénéficiaire soumet les demandes de paiement et les rapports en français.

I.4.7 Conversion des frais encourus dans une autre devise que l'Euro

Par dérogation à l'article II.17.6, toute conversion en Euro des coûts encourus dans une autre devise doit être effectuée par le bénéficiaire au taux de change, établi par la Commission européenne et publié sur son site internet, en vigueur à la date de signature de la présente convention par la dernière des deux parties.

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/infoeuro/infoeuro_en.cfm

ARTICLE I.5 – COMPTE BANCAIRE POUR LES PAIEMENTS

Tous les paiements sont effectués par l'agence nationale, en euro, sur le compte bancaire du bénéficiaire dont les données sont renseignées ci-dessous :

| | |
|---|---------------------------------------|
| Nom de la banque | Trésor Public |
| Domiciliation | TP LYON |
| Dénomination exacte du titulaire du compte | Univ. Lumière Lyon 2 Agence Comptable |
| Numéro de compte complet (y compris les codes banque) | 10071 69000 0000 1004332 66 |
| Code IBAN | FR261007169000000000000433266 |

ARTICLE I.6 – CONTROLE DES DONNÉES ET MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

I.6.1 Responsable du traitement des données

L'entité agissant en qualité de responsable du traitement des données conformément aux dispositions de l'article II.6 est l'agence Erasmus+ France / Education Formation.

I.6.2 Modalités de communication avec l'agence nationale

Toute communication destinée à l'agence nationale concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, du rapport intermédiaire et final ainsi que les éventuelles pièces à contrôler (sous réserve de la mise en place d'une procédure entièrement dématérialisée par la Commission européenne pour la soumission et la transmission des rapports. Le cas échéant, la procédure à suivre sera précisée dans l'espace organisme du bénéficiaire), et les documents à destination de l'agence comptable sont envoyés à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France / Education Formation
24-25 Quai des Chartrons, 33080 Bordeaux Cedex

Toute autre communication destinée à l'agence nationale concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénéllope+ <http://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php>. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.2.1 et le second alinéa de l'article II.2.2 ne sont pas applicables.

I.6.3 Modalités de communication à destination du bénéficiaire

Toute communication faite par l'agence nationale à l'intention du bénéficiaire concernant le retour de la convention de subvention, des avenants à la convention de subvention, les décisions financières, les décisions suite à l'introduction d'un recours, et les documents émis par l'agence comptable, est envoyée à l'adresse suivante :

Jean-Luc MAYAUD, Président
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
86 RUE PASTEUR 000
69365 LYON CEDEX 07
presidence@univ-lyon2.fr

Toute autre communication faite par l'agence nationale à l'intention du bénéficiaire concernant les termes de la présente convention de subvention doit être soumise via l'espace organisme Pénélope+ <http://www.erasmusplus.fr/penelope/login.php>. Dans ce cas, le second alinéa de l'article II.2.1 et le second alinéa de l'article II.2.2 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.7 – PROTECTION ET SÉCURITÉ DES PARTICIPANTS

Le bénéficiaire met en place des procédures et dispositions appropriées pour assurer la sécurité et la protection des participants à leur projet.

Le bénéficiaire vérifie qu'une couverture d'assurance est prévue pour les participants impliqués dans les activités de mobilité à l'étranger.

ARTICLE I.8 – LOI APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES

I.8.1 La convention est régie par le droit français.

I.8.2 Le tribunal compétent déterminé conformément à la législation nationale applicable sera seul compétent pour connaître des litiges entre l'agence nationale et tout bénéficiaire concernant l'interprétation, l'application ou la validité de cette convention, si ce litige ne peut pas être réglé à l'amiable.

Une action peut être intentée contre un acte de l'agence nationale, dans un délai de 60 jours après la date de l'établissement de cet acte, devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet – BP 947 – 33063 Bordeaux Cedex).

ARTICLE I.9 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À L'UTILISATION DES RÉSULTATS (Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE)

Outre les dispositions de l'article II.8.3, si le bénéficiaire produit des matériels pédagogiques dans le cadre du projet, ils doivent les rendre disponibles sur l'internet gratuitement et dans le cadre de licences ouvertes.

Licence ouverte : en octroyant une licence ouverte, le propriétaire d'une œuvre autorise d'autres personnes à utiliser la ressource concernée. Il existe différentes licences ouvertes en fonction de l'étendue des autorisations accordées ou des limitations imposées, et le bénéficiaire est libre de choisir la licence la plus adaptée. Une licence ouverte doit être associée à chaque ressource produite. Une licence ouverte ne constitue pas un transfert de droits d'auteur ni de droits de propriété intellectuelle (DPI).

ARTICLE I.10 – UTILISATION DES OUTILS INFORMATIQUES

I.10.1 Mobility Tool+

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser Mobility Tool+ pour enregistrer toutes les informations en rapport avec les activités de mobilité entreprises dans le cadre du projet, y compris les activités non financées par la subvention européenne sur la période totale de mobilité, et de remplir et soumettre le rapport intermédiaire (si disponible sur Mobility Tool+) et final.

Au moins une fois par mois pendant la durée du projet, le bénéficiaire doit renseigner et mettre à jour toute nouvelle information concernant les participants et les activités de mobilité.

I.10.2 Plateforme de diffusion VALOR

Le bénéficiaire peut utiliser VALOR, la plateforme de diffusion du programme Erasmus+ <http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/projects/> pour diffuser et valoriser les résultats du projet, conformément aux instructions fournies sur la plateforme.

ARTICLE I.11 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Par voie de dérogation, les dispositions énoncées aux points (c) et (d) de l'article II.10.2 ne sont pas applicables.

ARTICLE I.12 – DISPOSITIONS NON APPLICABLES DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions suivantes de la Partie II - Conditions générales - de cette convention ne sont pas applicables : II.16.2.1, II.16.2.2, II.16.2.3, II.16.2.4, II.16.2.5, II.16.2.6, II.16.4.1, II.16.4.3, II.16.4.4, II.16.4.5

ARTICLE I.13 – SOUTIEN AUX PARTICIPANTS

Lorsque la mise en œuvre du projet requiert d'apporter un soutien aux participants, le bénéficiaire apporte ce soutien conformément aux conditions définies aux Annexes I et IV (si applicable pour cette dernière), incluant au minimum :

- (a) le montant maximal du soutien financier, qui n'excède pas 60 000€ pour chaque participant ;
- (b) les critères de détermination du montant exact du soutien ;
- (c) les activités pour lesquelles le participant est susceptible de bénéficier d'un soutien, sur la base d'une liste établie ;
- (d) la définition des personnes ou catégories de personnes pouvant bénéficier d'un soutien ;
- (e) les critères d'octroi du soutien.

Le bénéficiaire doit gérer le budget dans sa totalité pour la mobilité entre les pays du programme et les pays partenaires, y compris l'ensemble des coûts associés à la mobilité entrante et sortante des étudiants et des personnels.

Si les participants reçoivent d'autres soutiens financiers que le financement Erasmus+, ceux-ci peuvent être mentionnés dans le contrat de subvention du participant, conformément aux instructions fournies dans le modèle de contrat de subvention qui doit être signé avec les participants.

Conformément aux documents fournis à l'Annexe IV, le bénéficiaire doit :

- Soit transférer l'intégralité du soutien financier relatif aux frais de voyage et frais de séjour, vers les participants aux mobilités transnationales en appliquant les coûts unitaires comme indiqués à l'Annexe III ;
- Soit prendre en charge directement les voyages, frais de séjour pour le compte des participants aux mobilités transnationales. Dans ce cas, le bénéficiaire s'assure que le soutien dispensé pour le voyage et le séjour répond aux normes de qualité et de sécurité nécessaires. Cette option est réservée aux frais de voyages pour les étudiants et aux activités de mobilité des personnels.

Le bénéficiaire peut combiner les deux options énoncées dans le paragraphe précédent pour autant qu'il garantisse un traitement juste et équitable à tous les participants. Dans ce cas, les conditions respectives de chacune des options sont appliquées aux catégories budgétaires concernées.

ARTICLE I.14 – CONSENTEMENT DES PARENTS/DU TUTEUR

Non applicable.

ARTICLE I.15 – MODIFICATIONS SANS AVENANT

Par dérogation à l'article II.11, le bénéficiaire peut modifier la convention de subvention sans avenant préalable dans les cas suivants :

- (a) Le financement pour un flux de mobilité donné avec un pays partenaire est accordé pour une durée totale et un nombre donné de participants, spécifiés aux annexes I et II. Le bénéficiaire peut librement fixer la durée des mobilités dès lors que les durées minimum et maximum indiquées dans le guide du programme sont respectées, ainsi que tout autre critère introduit le cas échéant par l'agence nationale.
- (b) Dans un flux donné de mobilités avec un pays partenaire, le bénéficiaire peut organiser des mobilités pour un nombre de participants différent de celui indiqué aux annexes I et II, dès lors que les durées minimum et maximum indiquées dans le guide du programme sont respectées, ainsi que tout autre critère introduit le cas échéant par l'agence nationale.

ARTICLE I.16 – MODIFICATIONS AVEC AVENANT

Sans préjudice de l'article II.11 de la convention de subvention, et sous réserve de la mise en œuvre du projet tel que décrit à l'annexe 1 et de l'approbation par l'agence, un avenant peut être demandé pour :

- autoriser le transfert jusqu'à 100% des fonds accordés pour les frais de voyage et de séjour :
 - (a) Entre tous les cycles d'étude pour la mobilité entrante
 - (b) Entre tous les cycles d'études pour la mobilité sortante à l'exception de la mobilité avec les pays partenaires suivants : Afrique du Sud, Pays asiatiques en développement c , Amérique Latine d et Cuba, où seul le 3ème cycle est éligible pour les mobilités sortantes
 - (c) Entre les mobilités d'étude et de personnel entrantes
 - (d) Entre les mobilités d'étude et de personnel sortantes, à l'exception de la mobilité avec les pays partenaires suivants : Afrique du Sud, Pays asiatiques en développement, Amérique Latine et Cuba, pour laquelle la flexibilité s'applique uniquement entre les mobilités de 3ème cycle et de personnel sortantes
 - (e) Entre les mobilités d'enseignement et de formation
- Changer un établissement d'enseignement supérieur mentionné à l'annexe 1 pour un établissement d'enseignement supérieur différent seulement si ce dernier est situé dans le même pays partenaire.

C Pays asiatiques en développement : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Inde, Indonésie, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Vietnam ; Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan

d Pays d'Amérique Latine : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

ARTICLE I.17 – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION

L'agence nationale et la Commission effectuent un suivi pour s'assurer que la mise en œuvre de la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur par le bénéficiaire est correcte, ainsi que le respect des engagements qualité figurant dans l'/les accord(s) interinstitutionnel(s) concerné(s).

Si le suivi révèle des faiblesses, le bénéficiaire concerné doit établir et mettre en œuvre un plan d'action dans un délai fixé par l'agence nationale ou la Commission. En l'absence de mesures correctives appropriées prises par le bénéficiaire concerné en temps voulu, l'agence nationale peut recommander à la Commission de suspendre ou retirer la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur conformément aux dispositions prévues dans la charte Erasmus pour l'enseignement supérieur.

SIGNATURES

Pour le bénéficiaire
Jean-Luc MAYAUD
Président

Pour l'agence nationale
Antoine GODBERT
Directeur

Fait à Lyon, le 30/11/2015

09 DEC. 2015
Fait à Bordeaux, le

Pour le Directeur
et par délégation

Sébastien THIERRY